

6.0 Aperçu Politique : Un regard sur la politique et les investissements à l'échelle régionale

Nous avons observé que les discussions et la structuration des développements politiques internationaux des sociétés se déroulent généralement à la fois au niveau national et au niveau international. Les situations d'envergure qui impliquent plus d'un continent comme la Guerre froide, la dette publique, les crises financières des années 1980 et 1990 et, plus récemment, la présumée guerre mondiale contre le terrorisme, jouent un rôle majeur dans la volonté des investisseurs de prendre des risques et dans la détermination des destinations propices ou non à l'investissement. En même temps, de nombreuses sociétés surveillent de près les tendances politiques, les contextes de réglementation et les comportements des gouvernements vis-à-vis de l'entreprise privée. Cette attention particulière accordée au niveau national est compréhensible, car ce sont les lois, les règlements, les institutions et les personnalités à l'échelle locale qui permettent l'établissement et le fonctionnement continu des entreprises étrangères et c'est avec ces entreprises que les gestionnaires ont le plus de contacts. L'attention portée à ces deux paliers est de mise depuis au moins une décennie et demie.

Cependant, nombreux parmi nos clients ont des préoccupations qui sous-tendent un autre niveau d'analyse, soit au niveau régional. Voici quelques questions que l'on nous pose souvent :

- Les attaques terroristes dans les pays du Moyen-Orient risquent-elles de déstabiliser l'ensemble de la région?
- La renégociation des contrats au Venezuela pourrait-elle se répéter dans d'autres marchés latino-américains?
- Comment se fait-il que nous perdions des clients de l'Asie centrale au profit des sociétés qui entretiennent des liens avec le Kremlin?

Par ailleurs, les concepts tels que le risque de corrélation et la contamination politique sont pris en compte dans les calculs de l'industrie de l'assurance risques politiques.

Ces questions sont au cœur d'une prémisse voulant que les développements politiques d'un pays puissent avoir des répercussions sur le climat d'investissement dans les pays voisins. La dynamique des influences intrarégionales dans les marchés en émergence est souvent tributaire de la situation dans les régions avoisinantes et elle varie énormément quant à la durabilité.

L'évaluation du risque politique à EDC a toujours compris un volet régional important qui a conduit à une solide compréhension des conséquences éventuelles des investissements sur la dynamique de la puissance régionale. Dans les pages qui suivent, nous présenterons nos observations et nos conclusions sur un certain nombre de situations régionales au sujet desquelles les investisseurs canadiens ont exprimé des inquiétudes.

Amérique latine

Le discours politique sur l'Amérique latine s'articule généralement autour de la position de leadership des É.-U. dans les affaires régionales et des relations bilatérales des É.-U. avec ces pays. En fait, l'implication *de facto* de Washington, couplée de l'incapacité ou du refus des dirigeants d'Amérique latine d'exercer une influence quelconque au-delà de leurs frontières caractérise l'histoire de cette région. Toutefois, au moins deux pays d'Amérique latine, soit le Venezuela et le Brésil, exercent une influence prépondérante sur les affaires et les conditions d'investissement dans d'autres pays de la région.

Hugo Chávez, président du Venezuela, est le fer de lance de ce qu'il appelle la « révolution socialiste bolivarienne », combinant populisme charismatique à l'ancienne, renforcement du pouvoir des pauvres du Venezuela et intégration régionale accrue par l'entremise d'une aide financière ou « en espèces ». À l'interne, la révolution repose sur la création d'une richesse économique que le gouvernement investira massivement dans des programmes sociaux qui

APERÇU POLITIQUE

s'adressent aux pauvres. Au Venezuela, comme le pays dépend fortement des exportations pétrolières, les dépenses de cette ampleur dans les programmes sociaux exigent du pays qu'il ait la mainmise sur une bonne partie de l'argent généré par le secteur pétrolier. M. Chávez a utilisé notamment la renégociation des contrats avec l'État et les investisseurs étrangers, afin d'accroître la participation à la propriété de l'État et le contrôle de ce secteur. Les entreprises qui n'ont pas accepté ces nouvelles conditions ont dû quitter le pays.

Le projet bolivarien s'est concrétisé au Venezuela en bonne partie grâce à l'augmentation radicale des prix de l'énergie à la suite de la prise du pouvoir de Chávez en 1998. La manne des revenus pétroliers a permis de financer les dépenses et, même si le prix du pétrole est élevé, les abondantes réserves ont incité les sociétés étrangères à demeurer au pays, en dépit des conditions très peu favorables que leur impose le gouvernement. Si les prix du pétrole demeurent élevés, il y aura suffisamment d'argent pour maintenir l'intérêt des investisseurs, même si le gouvernement entend prendre un part encore plus large du gâteau.

Les partisans de la révolution bolivarienne soutiennent que les principes de la révolution sont applicables à d'autres pays qui ont des caractéristiques similaires à celle du Venezuela d'avant M. Chávez, à savoir des pays dont la richesse et le pouvoir se trouvent entre les mains d'une petite élite aux côtés d'une grande majorité de pauvres sans pouvoir. En ce sens, on a l'impression que l'idéologie socialiste bolivarienne peut et devrait être exportée. Le régime de M. Chávez a approché ces considérations idéologiques de deux manières. Premièrement, grâce à cette manne pétrolière le Venezuela essaie d'exercer son influence politique et idéologique en Amérique latine et dans les Caraïbes par le biais de subventions ou d'aide « en espèces », qui peuvent notamment se présenter sous forme de vente de pétrole à rabais. Deuxièmement, et plus important encore pour les investisseurs étrangers, l'approche de M. Chávez a eu un effet d'émulation. En transformant l'environnement des affaires, les modes d'exploitation et les approches en matière d'investissements étrangers, il a démontré aux autres dirigeants qu'il est possible d'avoir la mainmise sur ses ressources et cela a incité directement ou indirectement d'autres pays à essayer de faire de même.

Ainsi, les gouvernements de la Bolivie et de l'Équateur se sont inspirés de l'approche de M. Chávez, les incitant à s'impliquer davantage dans les secteurs de l'énergie. Leur succès est cependant mitigé. La Bolivie a dû restreindre ses demandes de renégociations du prix de l'essence avec le Brésil, tandis que l'Équateur a eu de la difficulté à attirer les investisseurs étrangers après que le pays eût adopté une réglementation plus sévère. Comme ces pays n'ont pas les réserves pétrolières du Venezuela et qu'ils n'ont ni le capital ni la technologie nécessaires pour extraire leurs ressources, ils ne sont tout simplement pas en mesure de générer suffisamment d'argent et de pouvoir de négociation pour emboîter le pas au Venezuela. Par ailleurs, d'autres dirigeants populistes tentés de suivre l'exemple de M. Chávez, comme Nestor Kirchner, en Argentine, ont réalisé qu'ils n'ont tout simplement pas les ressources naturelles pour y arriver.

L'impact du Brésil sur le reste de l'Amérique latine est profond, à long terme et structurel. Les immenses ressources naturelles du pays, un secteur manufacturier bien établi, plus particulièrement en ce qui a trait aux secteurs de l'automobile, de l'aérospatial et des biens d'équipement, et un immense bassin de main-d'œuvre font en sorte qu'il attire les investissements et les partenariats commerciaux. Occupant environ 50 p. 100 de la superficie du continent, le Brésil partage ses frontières avec tous les pays d'Amérique latine sauf deux et pour cette raison, il a dû développer des réseaux serrés de relations politiques et diplomatiques avec une multitude de partenaires.

En outre, le rôle de chef de file que joue le Brésil en Amérique latine a été considérablement renforcé par sa transformation relativement récente le faisant passer d'un État militaire replié sur lui-même à une puissance démocratique en émergence. En abandonnant les habitudes des gouvernements précédents de dépenser sans compter et le modèle fondé sur la substitution des importations, qui a été voué à l'échec dans les années 1980, au profit d'un gouvernement financièrement responsable qui a mis en place des politiques et des règlements favorables aux

APERÇU POLITIQUE

investisseurs, le Brésil a jeté les bases nécessaires à son émergence et il a établi des normes de gouvernance et d'investissement qui servent de modèle aux autres pays d'Amérique latine, et plus particulièrement d'Amérique du Sud. De plus, le virage politique du Brésil ne semble pas être transitoire. Quatre gouvernements consécutifs de diverses allégeances politiques ont endossé et maintenu cette nouvelle orientation.

Le Brésil exerce maintenant son influence par diverses voies officielles, comme en témoignent le leadership de Mercosur, son rôle de chef de file régional au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et les pourparlers du G20, ou encore par ses prises de position qui ont permis de faire contrepoids aux É.-U. dans les négociations de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA). Les voisins et les partenaires régionaux qui n'ont pas adhéré au modèle brésilien ont subi les conséquences de cette décision en terme de flux d'investissements et de rendement économique. Citons à titre d'exemple le départ rapide et cavalier au début de la présente décennie des investisseurs dans l'industrie de l'automobile qui ont quitté l'Argentine au profit du Brésil lors de la crise du peso en Argentine, aggravant du coup les conditions d'investissements dans ce pays. De nombreux investisseurs multinationaux ont décidé de se servir d'un modèle en étoile pour l'Amérique du Sud, compte tenu de la stabilité, de l'évolution politique et de la situation géographique du Brésil.

Le Brésil et le Venezuela se confrontent actuellement au sujet des ressources énergétiques de l'Amérique centrale et des Caraïbes. À la suite de l'entente conclue entre le Brésil et les É.-U. sur la production d'éthanol à partir de la canne à sucre et fort de son avance technologique dans ce domaine, le Brésil a proposé de venir en aide aux pays d'Amérique centrale et des Caraïbes dans le développement de leur industrie de l'éthanol. Par l'entremise de PetroCaribe, le Venezuela fournit du pétrole peu dispendieux aux treize pays des Caraïbes, en plus de faire des investissements mineurs dans certains secteurs de l'énergie de ces pays. M. Chávez a également fait de nombreuses promesses (pipelines, raffineries, etc.) aux pays d'Amérique centrale, et il leur fournit du pétrole et des générateurs électriques à prix fort avantageux. Nous prévoyons à court terme que de nombreux pays d'Amérique centrale et des Caraïbes se rangeront du côté du Venezuela et adopteront des modèles d'investissements axés sur les États.

À plus long terme, la taille du Brésil et son économie plus variée lui permettront d'exercer une influence plus durable dans l'hémisphère. L'applicabilité du projet bolivarien semble dépendre des circonstances particulières au Venezuela actuellement. Donc, malgré les aspirations déclarées du Venezuela de jouer un rôle de chef de file à l'échelle régionale, son influence sur le climat d'investissement en Amérique latine sera limitée. En fait, une baisse radicale des prix du pétrole soulèverait des doutes quant à la durabilité du programme de M. Chávez au Venezuela même. D'ici là, le Brésil sera en mesure d'exercer une influence régionale par l'entremise d'investissements à l'étranger, d'une coopération technique avec les gouvernements d'Amérique latine et par la création d'un marché chez les pays voisins.

Moyen-Orient

Le Moyen-Orient est depuis des siècles un lieu de prédilection pour les grandes puissances mondiales. Les empires se disputent le sol du Moyen-Orient depuis plus de deux millénaires et la présence des troupes américaines en Iraq démontre que l'intérêt des superpuissances pour cette région ne s'est toujours pas dissipé. La dynamique du pouvoir intrarégional est également une composante clé de l'histoire du Moyen-Orient. Au cours des dernières années, de nombreux pays, y compris l'Iran, l'Iraq, l'Arabie saoudite, l'Égypte, la Syrie et Israël ont à différentes périodes et à divers titres exercé leur influence et joué un rôle de leadership.

L'invasion de l'Iraq par les É.-U. en 2003 a déclenché un virage dramatique dans l'équilibre du pouvoir au Moyen-Orient et les effets de ce virage se font de plus en plus sentir. Premièrement, le retrait de Saddam Hussein et le chaos qui s'ensuivit ont annulé l'influence qu'exerçait cette région d'antan dotée de pouvoirs clés. L'Iraq d'après Saddam ne peut se gouverner à lui seul ni assurer la sécurité de son peuple, et encore moins exercer une influence sur ses voisins. Deuxièmement, les difficultés qu'éprouve Washington en Irak démontrent clairement que les É.-

APERÇU POLITIQUE

U. ne sont plus en mesure ou n'ont plus la crédibilité qui leur permettrait d'imposer leur volonté dans la région.

Le chaos qui règne en Iraq et le borbier dans lequel se sont enlisés les É.-U. ouvrent la voie à l'Iran. L'Iran a toujours été un acteur de premier plan dans la région, mais sa position s'est énormément renforcée depuis 2003. Le programme nucléaire du pays a fait les manchettes partout dans le monde, mais la démonstration la plus tangible et la plus immédiate de l'augmentation de son capital régional peut se vérifier par la nouvelle domination des shiites en Iraq ainsi que par les rapports de force et les récents succès militaires du Hezbollah au Liban et du Hamas dans les territoires palestiniens.

Les régimes arabes Sunnites de la région du Golfe persique (l'Arabie saoudite, le Koweït, le Qatar, le Bahreïn, les Émirats arabes unis (EAU) et Oman) sont de plus en plus préoccupés par la présence de l'Iran et ils sont profondément inquiets face à l'instabilité et à la militarisation de la région qui susciteront des tensions sectaires et se solderont par une augmentation du terrorisme dans toute la région du Golfe. Plus particulièrement, les pays sunnites composés d'importantes populations shiites, comme l'Arabie saoudite et le Bahreïn, craignent que l'Iran ne soulève le mécontentement chez leurs propres minorités shiites. Les pays arabes du Golfe réalisent également que l'instabilité dans le Golfe risque de mitiger l'enthousiasme des investisseurs dans les nombreuses occasions d'affaires et de croissance économique. Ces occasions d'affaires touchent l'immobilier actuellement en pleine expansion, de même que les nombreux mégaprojets industriels et la prolifération de mécanismes visant à transformer les plus petits pays en des carrefours financiers, touristiques et commerciaux.

Les inquiétudes de l'Arabie saoudite face aux développements régionaux l'ont incitée à adopter une position de plus en plus proactive en matière de sécurité interne et de politique étrangère – un virage radical par rapport à son rôle traditionnel d'acteur de l'arrière scène, dans l'ombre des É.-U.. La transition de l'Arabie saoudite est directement liée à la perte de crédibilité politique des É.-U. au Moyen-Orient, mais elle est principalement motivée par sa reconnaissance que les dissensions régionales grandissantes et la militarisation qu'elles engendrent posent une menace directe à la stabilité du régime de l'Arabie saoudite et aux intérêts financiers de la famille royale. Outre le renforcement considérable de ses capacités contreterroristes à l'interne, Riyad est également étroitement impliquée dans la recherche d'une solution à la crise politique libanaise qui ne cesse de s'aggraver; elle a conclu un accord avec le maintenant défunt gouvernement d'union nationale Hamas-Fatah et elle a fait des efforts pour tempérer les tensions sectaires régionales. En témoigne la tenue à Riyad d'une rencontre avec les imams irakiens à la fin de 2006 les exhortant à mettre fin aux luttes sectaires en Irak.

Fait intéressant à signaler, même si les Saoudiens perçoivent l'Iran comme un catalyseur ou un provocateur de cette instabilité qu'ils craignent tant, Riyad, contrairement aux É.-U., n'essaie pas d'isoler Téhéran. Elle essaye plutôt d'établir un équilibre délicat, y compris la tenue de négociations commerciales et d'un dialogue mixte sur certaines questions politiques qui ont des incidences régionales. Ni l'un ni l'autre ne semble chercher une quelconque forme de confrontation.

Les plus petits États arabes du Golfe qui n'ont pas le poids politique et économique de l'Arabie saoudite sont règle générale demeurés en marge des crises régionales. En revanche, ils souhaitent vivement maintenir le statu quo régional et semblent vouloir souscrire aux efforts saoudiens pour surveiller l'Iran d'une part et prendre des engagements avec lui d'autre part.

Du point de vue des investisseurs de la majorité des pays occidentaux, l'Iran est actuellement un pays dont il faut s'éloigner à toute fin pratique en raison des sanctions et d'autres restrictions liées à son programme nucléaire et son présumé parrainage du terrorisme. Le climat d'investissements en Arabie saoudite et dans les plus petits pays du Golfe est largement tributaire de la sécurité interne et régionale. Ainsi, le succès ou l'échec des efforts actuellement déployés à Riyad pour désamorcer les tensions régionales et contrôler le terrorisme à l'interne aura des effets directs d'une portée considérable sur le développement économique de la péninsule arabique. À ce stade-ci, la situation est en bonne partie sous contrôle, mais un

APERÇU POLITIQUE

accroissement soutenu de l'instabilité régionale pourrait très bien paralyser le maintenant robuste essor de l'investissement du golfe Persique.

Europe orientale et Asie centrale

En Europe orientale et en Asie centrale, la Russie demeure la puissance régionale dominante. L'un des principaux facteurs à l'origine de cette position réside dans les efforts déployés par le président Poutine pour réaffirmer la place de l'État russe, tant sur le plan diplomatique que des affaires à l'échelle internationale. Le pays jouit d'une grande force sur le plan administratif, mais ce ne fut pas toujours le cas. Il y a quelques années seulement, le modèle d'entreprise russe était le fait de jeunes magnats fonctionnant en dehors du monde politique et gouvernemental. En réalité, ils ont tâté les deux terrains lorsque c'était nécessaire, mais aucun effort de coordination entre le pays et le secteur des affaires n'a jamais été fourni. En fait, ils étaient souvent en désaccord. Cette division est liée à la rapidité avec laquelle la privatisation de l'ensemble des organisations a été effectuée dans les années 1990. Les fonctionnaires ont souvent prétendu que les jeunes magnats se sont enfuis avec les biens publics et qu'ils ont fait leurs profits à l'encontre des objectifs du pays. Cela s'est produit bien sûr dans le contexte d'après crise où la capacité du pays s'est vue contrainte par des événements de nature économique et par les derniers vestiges de la culture bureaucratique postsoviétique. Les nouveaux milieux d'affaires ont profité du fait que le pays était pris à la gorge et ils ont travaillé au rythme des milieux d'affaires internationaux, pendant que les bureaucrates étaient encore ébranlés par la chute de l'Union soviétique.

Cette situation s'est maintenue jusqu'à ce que l'État prenne le contrôle de Yukos qui était alors – en 2004 – la plus importante société pétrolière de la Russie et ce faisant, domine à nouveau le secteur stratégiquement important de l'énergie. À ce moment-là de nombreux analystes de la Russie considéraient que la prise de contrôle de Yukos et d'autres interventions de l'État dans le secteur privé étaient des mesures particulières pour régler des problèmes précis que le chaos des années 1990 avaient engendrés. Cependant, deux ans et demi après l'adoption de cette mesure, on constate que la privatisation de Yukos n'était qu'un début. Il semble qu'un tout nouveau modèle d'entreprise soit en émergence; un modèle d'entreprise fondé sur une approche très coordonnée des milieux d'affaires et de l'économie et dans laquelle les intentions du Kremlin à l'égard du secteur privé et la portée de ses actions s'étendent au-delà de quelques accommodages. La ligne de démarcation entre les milieux d'affaires et l'État s'est effritée et, du coup, les objectifs politiques et commerciaux se sont étroitement rapprochés.

Les sociétés et les gouvernements qui observent le paradigme selon lequel l'État et le monde des affaires fonctionnent séparément sont désavantagés lorsqu'ils font des affaires au pays ou à l'étranger avec la Russie Inc. Selon les scénarios les plus négatifs, les sociétés non russes ne sont ni concurrentielles ni en mesure de négocier à moins qu'elles ne réussissent à convaincre leurs gouvernements de les appuyer directement et substantiellement.

Ce nouveau modèle d'entreprise a des répercussions pour quiconque veut faire des affaires avec leurs homologues russes et il présente un défi de taille pour les gouvernements des pays aux frontières russes. C'est particulièrement le cas s'ils tentent d'attirer les investissements ou de s'aligner avec les politiques de l'Occident. Le modèle d'entreprises russe est à l'origine des accusations de corruption et de captivité portées par les occidentaux, maintenant intentionnellement une solide division entre l'État et les milieux d'affaires et il désavantage les sociétés qui veulent faire affaire avec la Russie. La situation des pays d'Asie centrale et de l'Ukraine l'illustre bien.

Ce nouveau modèle d'entreprise a été évalué dans toute l'Asie centrale probablement en raison de la nature des nombreux investissements étrangers dans la région : avec les ressources pétrolières, gazières et minières, les projets d'investissement tendent vers les projets voués à l'exploitation des ressources naturelles. Les importants acteurs russes des secteurs pétroliers, gaziers et miniers (p. ex., Gazprom, Rosneft, Rusal, Norilsk Nickel) peuvent soutenir la concurrence mondiale et régionale. Comme les projets axés sur l'exploitation des ressources naturelles sont généralement complexes et qu'ils impliquent de nombreux paliers de gouvernement, peu importe le modèle d'entreprise observé, ce nouveau modèle russe est

APERÇU POLITIQUE

particulièrement bien adapté à ces projets étant donné qu'il permet l'exercice d'influence de gouvernement à gouvernement.

Le Turkménistan, avec seulement cinq millions d'habitants et d'abondantes ressources en hydrocarbures, est une destination intéressante pour de nombreux investisseurs. Tous les investisseurs étrangers qui souhaitent faire des affaires au Turkménistan doivent se sentir à l'aise avec l'idée de travailler avec le gouvernement. En effet, selon des sources indépendantes, le gouvernement représente les trois quarts de toute l'activité économique. Ce dernier choisit sélectivement ses partenaires d'investissement, ce qui rend le climat d'investissement malsain, car les milieux d'affaires subissent les contrecoups de l'absence de la primauté du droit et des changements de décision arbitraires.

L'Uzbekistan a la plus importante population d'Asie centrale et d'importantes ressources minières et gazières. Comme il offre des incitatifs sur la base du cas par cas, la position des investisseurs étrangers doit être très solide en termes de négociation avec ce dernier, d'autant plus que l'environnement réglementaire est arbitraire. Les entreprises d'État ou affiliées au gouvernement bénéficient souvent injustement de traitements avantageux dans les différends soumis devant le système judiciaire. Cette absence de prévisibilité peut constituer un empêchement majeur pour les investisseurs étrangers qui ne veulent pas consacrer temps et ressources en relations publiques avec le gouvernement.

Par ailleurs, les investisseurs n'ont pas été dissuadés d'entrer au Kazakhstan; en effet, ils ont investi plus de 30 M USD depuis l'indépendance, essentiellement dans l'énorme secteur pétrolier et gazier. Le gouvernement est très étroitement impliqué dans la supervision des investissements étrangers, y compris aux premiers stades des démarches des investisseurs, avec la participation occasionnelle de très hauts fonctionnaires. Les projets les plus importants passent par le bureau du président.

Dans ces trois pays, de même qu'au Tadjikistan et au Kirgystan, la capacité de la Russie d'influencer le gouvernement est cruciale. Dans certains cas, les entreprises russes supplantent les entreprises occidentales, mais pour la plupart, l'influence qu'exerce la Russie dépend de la nature de chacun des projets. Il est difficile de dire si ces pays ont adopté ce modèle d'entreprise après avoir été témoins du succès remporté par la Russie grâce à cette approche ou si c'est simplement que ce modèle convient particulièrement bien à la manière de faire des affaires (relations interpersonnelles, tendance aux affrontements dans les négociations) avec la CEI.

En Ukraine, les deux principaux partis politiques ont eu du mal à faire un choix entre la possibilité de s'aligner avec la Russie ou avec l'Union européenne, et c'est pourquoi la situation est plus complexe. La partie orientale du pays, qui possède des industries à forte consommation énergétique, est traditionnellement plus favorable à la Russie que Kiev. Durant la période qui a suivi la révolution Orange, alors que Kiev vibrait aux rythmes des politiciens pro-occidentaux dynamisés par la défaite du candidat présidentiel Viktor Yanukovych et son bailleur de fonds, Leonid Kuchma, ancien président, les milieux d'affaires de l'Est ont dû sentir la pression exercée par le nouveau gouvernement et les compétiteurs russes. Leur capacité de faire équipe avec les hauts fonctionnaires de leur gouvernement au moment des négociations entre Gazprom et l'Ukraine sur l'approvisionnement en gaz était limitée.

Actuellement, les intérêts des investisseurs en Ukraine semblent au point mort. La dynamique politique en perpétuelle mutation ne permet pas aux investisseurs étrangers de prévoir quelle sera l'orientation politique du pays. Les entreprises russes sont encore intéressées et la Russie attend avec un vif intérêt la tournure que prendra cette querelle politique. Si l'instabilité politique ne se résorbe pas, les négociations de gouvernement à gouvernement sur les projets d'investissement risquent de perdurer.

Asie

L'Asie est la seule des régions en voie de développement ayant des aspirations légitimes en tant que puissances mondiales. L'Inde et la République populaire de Chine (RPC) ont des populations supérieures à 1 milliard et leur économie progresse extrêmement rapidement.

APERÇU POLITIQUE

D'ici 2050, on prévoit que ces deux pays représenteront plus de 30 % du PIB mondial (une augmentation d'environ 8 % depuis 2006). En outre, l'Inde et la Chine possèdent une puissance militaire considérable et sont en train de moderniser leurs capacités, particulièrement leur marine, afin d'élargir davantage leur portée. Les deux pays ont l'intention de se tailler une influence et une représentation diplomatiques dans des organismes internationaux correspondant à leur puissance démographique, économique et militaire.

Il est évident que la présence de deux géants dynamiques touche leurs voisins plus petits. Leur taille à elle seule suffit à créer une gravitation puissante. Cependant, malgré le fait qu'ils soient souvent mentionnés en même temps lorsqu'on discute de développements mondiaux, leur poids n'est pas le même dans un contexte mondial ou régional.

Après des siècles de concentration sur elle-même, la Chine a commencé à ouvrir son économie au commerce et à l'investissement internationaux au début des années 1980. La croissance économique rapide et les liens avec l'économie mondiale qui en découlèrent signifiaient que la RPC, une fois de plus, avait des intérêts essentiels au delà de ses frontières et, réalité aussi importante, les moyens de les poursuivre. Grâce à une combinaison d'incitations économiques, de tractations diplomatiques habiles et d'une menace militaire implicite, la Chine a nettement réussi à façonner le continent d'une façon correspondant largement à ses intérêts.

Il existe de nombreux exemples de la réussite chinoise. La RPC a effectivement isolé Taiwan, une île qu'elle perçoit comme une province séparée, mais dont le gouvernement a été reconnu par de nombreux pays comme l'autorité légitime sur toute la Chine jusque dans les années 1970. Aujourd'hui, Taiwan a peu d'alliés diplomatiques et il est juste d'affirmer que personne, où que ce soit dans le monde, ne prend des décisions politiques ou commerciales relatives à Taiwan sans d'abord faire le point sur la réaction très probable de la RPC.

À l'ouest, où les intérêts de la RPC sont façonnés par son désir de stabilité interne, d'intégrité territoriale et de sécurité énergétique, elle a adopté une position proactive dans ses relations avec les pays de l'Asie centrale. La concentration sur la sécurité de l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS) et les investissements chinois considérables en Asie centrale dans des projets énergétiques en sont la preuve. En outre, la RPC a conjugué son intérêt à être un acteur mondial et son influence par rapport à son allié de longue date, la Corée du Nord, afin de jouer un rôle intégral dans la facilitation de l'entente de 2007 sur le démantèlement du programme nucléaire de Pyongyang.

Cependant, la source de la puissance chinoise régionale est la mesure dans laquelle les économies de la plupart des pays de l'Asie orientale sont maintenant liées à celle de la RPC. Comme on l'a souvent signalé, la RPC est devenue un carrefour crucial des chaînes d'approvisionnement mondiales de la plupart des entreprises multinationales. Les étiquettes « Fabriqué en Chine » indiquant que l'assemblage final des produits a été fait en Chine, sont omniprésentes. Cependant, de nombreux éléments utilisés dans les produits assemblés en Chine sont fabriqués ailleurs, particulièrement en Asie orientale en voie de développement. Les entreprises multinationales investissent dans des installations intermédiaires de ces régions dans le seul but d'approvisionner leurs opérations d'assemblage chinoises. Donc, une grande partie du commerce de la région prend la forme d'exportations à la Chine et une grande partie de son investissement interne est fondée sur l'investissement complémentaire en Chine. Par conséquent, les gouvernements de l'Asie orientale se sont retrouvés dans une position où leurs intérêts vitaux dépendent de la réussite continue des entreprises chinoises et donc, de la stabilité politique dans la RPC.

En comparaison, l'Inde a éprouvé de la difficulté à prendre sa place parmi les puissances mondiales et s'est débattue pour avoir la même portée que la Chine. Sa compétence diplomatique a été largement confinée à l'Asie méridionale et elle a constamment enregistré un rendement inférieur en tant que destination d'investissement et n'a pas réussi à créer le type de liens économiques qui inciteraient directement d'autres gouvernements à participer à la stabilité et à la prospérité du pays.

APERÇU POLITIQUE

Il existe plusieurs hypothèses pour expliquer cette situation. En premier lieu, l'Inde a très peu de voisins (quatre) comparativement à la Chine qui touche quatorze pays. Ainsi, la Chine doit s'engager avec presque quatre fois plus de pays sur des questions d'intégrité territoriale et de stabilité intérieure. Il est possible que la nécessité pour la Chine de traiter avec un éventail aussi vaste de voisins l'ait forcée à développer des capacités diplomatiques plus nuancées et plus polyvalentes.

La relation indo-pakistanaise est une deuxième considération importante. Des tensions constantes et la possibilité d'un conflit ouvert entre les deux pays accaparent l'attention, les ressources et le capital politique que l'Inde pourrait autrement utiliser pour exercer son influence dans toute l'Asie et au delà de celle-ci. La Chine ne fait pas face à des menaces d'une telle ampleur. Il est intéressant de signaler que la RPC, grâce à son appui de longue date à Islamabad, a contribué à la paralysie de l'Inde.

Un troisième facteur qui pourrait aider à expliquer la position régionale actuelle de la Chine relativement à l'Inde est la nature différente de la politique interne dans les deux pays. La RPC est un système à parti unique au sein duquel le gouvernement / parti est directement engagé dans la plupart des questions politiques, économiques et sociales et où la prise de décision est soi-disant centralisée à Beijing. Inversement, le modèle indien est celui d'une démocratie multipartite fédérale caractérisée par une décentralisation politique et économique et de nombreuses idéologies. Tandis, qu'en général, la direction du parti communiste chinois (PCC) peut décider d'un plan d'action et y donner suite, le gouvernement indien se retrouve souvent devant des choix limités et des processus de mise en oeuvre difficiles en raison de disputes internes ou de la résistance de la part de groupes politiques de l'opposition et d'autres paliers de gouvernement. En plus de ces contraintes structurelles, une série de questions de sécurité nationale, dont des militants dans les états du nord-est et du centre, ainsi que des tensions sectaires dans tout le pays exigent que New Delhi concentre son attention sur l'intérieur du pays plutôt que sur l'établissement de sa réputation régionale et mondiale.

Bien que la position de la Chine dans la région soit maintenant primordiale, elle est susceptible de ne pas toujours le demeurer. Une réforme récente en Inde a ouvert l'économie du pays dans une mesure plus grande que jamais auparavant et, pour la première fois depuis l'indépendance de 1947, il semble régner dans la société une entente viable relativement à la meilleure façon d'aller de l'avant. En même temps, le modèle de développement chinois se heurte à certaines limites. Bien que centralisé, un gouvernement dirigiste peut bien fonctionner de concert avec des activités de fabrication de faible niveau; il gêne les éléments de plus grande valeur de la chaîne de valeur que la Chine doit maîtriser si son économie doit continuer à croître assez rapidement pour satisfaire aux attentes de la population. De même, la portée vaste et nébuleuse de la diplomatie mondiale exige beaucoup plus d'agilité que les questions de « voisinage » relativement bien définies. La microgestion est l'anathème d'une activité économique et politique, même si, jusqu'à maintenant, elle a été la marque du gouvernement de la RPC. Le gouvernement et la population peuvent éprouver des difficultés d'adaptation.

Paradoxalement, les problèmes historiques de l'Inde peuvent devenir ses plus grands atouts. Des dirigeants indiens ont passé des décennies, voire des siècles, à faire face à des myriades de complexités et d'incertitudes sans recours à une autorité centrale conséquente. Il est fort possible que les compétences acquises à cet égard permettront aux entreprises et au gouvernement de l'Inde d'exceller en matière d'activités complexes, de grande valeur, plus facilement que leurs rivaux chinois.

Pour les investisseurs, l'histoire de l'Asie illustre la nécessité d'une réflexion à long terme et d'une approche équilibrée. Les gains de compétitivité immédiats qui peuvent être réalisés en rassemblant le produit en Chine sont évidents. Cette réalité se maintiendra dans l'avenir prévisible. Parallèlement, l'Inde devient déjà une plaque tournante mondiale pour les services et les technologies de pointe et les conditions sociopolitiques laissent supposer que cette situation se poursuivra. En outre, si, comme il est tout à fait possible, l'Inde dépasse la Chine au jeu du pouvoir asiatique, une partie du mouvement actuel Chine-Asie orientale est susceptible de

APERÇU POLITIQUE

passer à l'Inde. Par conséquent, une stratégie régionale prudente consisterait à tenir dûment compte des géants asiatiques et à créer des biens d'Asie orientale susceptibles de contribuer aux chaînes d'approvisionnement axées soit sur l'Inde, soit sur la Chine.

Afrique subsaharienne

L'influence régionale peut émaner de nombreuses sources. On se tourne souvent vers l'influence géographique ou démographique, la force militaire ou la prouesse économique afin d'analyser les raisons de la dynamique du pouvoir régional, mais les idées et la capacité nécessaires à l'adoption de différentes politiques peuvent également exercer une influence. Certains pays, en concevant de nouvelles approches pour leurs propres situations, peuvent servir d'exemples à leurs voisins qui font face à des enjeux semblables. De tels « effets d'émulation » ont actuellement une incidence importante sur le contexte d'investissement en Afrique subsaharienne.

Dans toute la région, il est apparent que de nombreux gouvernements ne se sentent plus concernés par la doctrine économique libérale qui a dominé les années 1990 et le début des années 2000. À n'en pas douter, la croyance selon laquelle la seule voie du développement économique était l'investissement privé étranger, principalement de sources occidentales, devient rapidement une chose du passé. Aujourd'hui, les gouvernements africains recherchent une politique économique alternative et des stratégies d'investissement pour développer leur économie et tirer profit de la richesse de leurs ressources, bien qu'ils reconnaissent pratiquement tous l'importance du capital étranger et qu'ils continuent de chercher à y avoir accès. Ce changement de perspective graduel est stimulé par quelques facteurs concomitants : les niveaux élevés continus de pauvreté et le sous-développement dans toute l'Afrique, malgré la libéralisation accrue, la conjoncture ascendante actuelle des prix des produits de base et l'attention accrue que le continent a reçue d'investisseurs « non traditionnels », plus particulièrement de la Chine.

C'est dans ce contexte particulier que les expériences très différentes de deux pays importants, l'Angola et l'Afrique du Sud, agissent à titre d'exemples que d'autres pays africains considèrent de plus en plus comme modèles relativement à la façon de faire progresser leur propre économie. L'Angola est devenu l'exemple le plus remarquable de stratégie des « investisseurs de rechange » grâce à son partenariat avec la Chine, une approche qui lui a permis de tirer parti de milliards de dollars de financement et d'investissement chinois. Par contre, l'Afrique du Sud est devenue l'exemple d'une stratégie d'« habilitation locale » en raison du progrès de sa stratégie d'affranchissement économique des noirs. Grâce à cette stratégie, le gouvernement sud-africain vise à redresser les injustices économiques historiques au sein du pays et à assurer une croissance économique durable à long terme par l'intégration égale de la population noire dans le milieu des affaires du pays. En raison de divers facteurs économiques, politiques, voire géographiques, plusieurs pays africains suivent les traces de l'Angola ou de l'Afrique du Sud, bien que ces deux stratégies ne doivent pas être perçues comme absolument exclusives.

Le Soudan, le Zimbabwe, la Guinée, le Tchad, le Nigeria, la Guinée équatoriale et plus récemment, la République démocratique du Congo, semblent prendre exemple de l'Angola. L'engagement de chacun de ces pays avec des investisseurs non occidentaux est à la hausse et chacun considère de plus en plus des pays comme la Chine et, dans une moindre mesure, l'Inde, la Russie et divers pays d'Amérique latine et du Moyen-Orient pour investir dans des projets de ressources naturelles et d'infrastructures et également fournir une aide financière critique. Le principal avantage pour ces pays africains est que le partenariat avec la Chine (ou d'autres) leur donne une influence économique et politique et l'occasion de contourner les investisseurs privés et les institutions financières multilatérales. L'appui financier de ces sources de rechange n'est pas lié au prix élevé d'une réforme économique et politique que le FMI et la Banque mondiale imposeraient comme conditions à une aide financière.

Plusieurs autres pays de l'Afrique australe ont adopté l'attitude d'« habilitation » de l'Afrique du Sud et considèrent leurs propres versions des politiques d'action positive pour essayer d'augmenter les avantages économiques locaux tirés de l'investissement dans leurs pays. La

APERÇU POLITIQUE

Zambie a adopté sa Loi sur l'habilitation économique des citoyens en septembre 2006 et on prévoit que la Namibie aura son propre cadre législatif à ce chapitre d'ici le printemps 2008. Le Botswana a une telle loi visant à encourager les entrepreneurs locaux depuis 2001 et il existe actuellement un débat dans les cercles des stratèges à savoir si le pays doit adopter des lois élargies sur l'habilitation des citoyens. Le principal défi pour les gouvernements poursuivant des stratégies d'habilitation consiste à découvrir des façons de mettre en œuvre une législation qui impose généralement aux entreprises une série d'exigences en matière d'emploi local, de propriété, de formation et de gestion, sans décourager l'investissement. Si cette mise en œuvre n'est pas bien gérée, les politiques d'habilitation peuvent donner lieu à un contexte d'investissement plus lourd, étant donné que les entreprises font face à des exigences bureaucratiques et réglementaires supplémentaires.

Tant la stratégie de « l'investisseur de rechange » que de l' « habilitation locale » confèrent un rôle plus puissant au gouvernement par rapport aux entreprises, bien que ce soit de façons différentes. Des pays comme l'Afrique du Sud et la Namibie utilisent des mécanismes juridiques et réglementaires pour amener une redistribution et une transformation économiques, une méthode qui est susceptible d'entraîner éventuellement une transparence et une clarté accrues, même si les investisseurs continueront à faire face à des incertitudes à court et à moyen terme relativement à la façon précise dont ces politiques seront mises en œuvre. Inversement, l'approche adoptée par l'Angola, le Soudan, le Tchad et la Guinée produit un milieu des affaires plus politisé au sein duquel les modèles d'investissement sont en grande partie déterminés par des intérêts politiques de haut niveau et des liens personnels. Comme c'est déjà le cas en Angola, l'adoption de cette stratégie des investisseurs de rechange a une incidence importante sur le contexte pour les investisseurs occidentaux.

L'engagement avec la Chine a eu un effet certain sur la façon dont le gouvernement angolais préfère maintenant faire des affaires. Ainsi, les entreprises font face à un contexte où il existe une séparation faible ou imprécise entre l'état et les affaires, une transparence douteuse ainsi qu'une réglementation arbitraire et incohérente. Les investisseurs qui soumissionnent sur une offre gouvernementale doivent souvent inclure des dispositions de financement éventuelles afin que leurs propositions soient prises en considération et, pour des projets importants, le gouvernement angolais préfère que les soumissions soient accompagnées d'une certaine forme d'appui politique de la part du pays d'origine de l'investisseur.

En résumé, le nombre accru d'investisseurs étrangers et de financiers publics dans toute l'Afrique, ainsi que la désillusion à l'égard de l'IDE en tant que catalyseur du développement économique influent sur les dynamiques politiques dans de nombreux pays africains. La nature plus politisée de l'approche relative aux investisseurs de rechange produit un contexte d'investissement plus arbitraire et moins transparent pour les investisseurs, tandis que l'approche d'habilitation comporte des risques liés aux attentes du gouvernement concernant la participation locale à des projets et à des entreprises sous contrôle étranger. Essentiellement, ces développements indiquent l'importance croissante pour les entreprises d'évaluer et de comprendre le contexte local des destinations de leurs investissements et d'adapter leurs choix de marchés et leurs stratégies commerciales en conséquence.

Conclusion

Comme cela a été illustré ci-dessus, la capacité d'un pays d'influencer le contexte d'investissement des autres peut émaner de plusieurs sources, dont certaines sont structurelles et à long terme et d'autres davantage circonstanciées et de nature transitoire. De plus, l'évolution des dynamiques de pouvoir dans les régions signifie que certains des principaux dilemmes auxquels font face les investisseurs aujourd'hui sont susceptibles d'être moins importants dans les prochaines années.

- En Amérique latine, nous estimons que la portée et la profondeur de l'influence régionale du Venezuela sont limitées étant donné que sa révolution bolivarienne est activée par des circonstances uniques à ce pays et, dans le cas des prix élevés du pétrole, en raison d'une durée

APERÇU POLITIQUE

éventuelle limitée. Le Brésil, en tant que puissance régionale de plus en plus ouverte et axée sur les marchés, est beaucoup plus susceptible de réussir. Donc, les conditions d'investissement globales pour les entreprises occidentales en Amérique latine devraient s'améliorer au cours des prochaines années.

- Au Moyen-Orient, le chaos qui règne en Iraq engendre une rivalité prononcée entre l'Arabie saoudite et l'Iran. Selon les investisseurs étrangers, l'Iran est une force déstabilisante dans la région, tandis que l'Arabie saoudite, malgré ses propres problèmes avec l'extrémisme islamique et une attitude plutôt ambivalente à l'égard de l'investissement étranger, a émergé comme un garant *de facto* du boom des investissements qui transforme actuellement les plus petits pays du golfe Persique. Les fortunes des investisseurs augmenteront ou seront détruites selon la réussite ou l'échec de Riyad en matière de préservation de la stabilité régionale.
- La Russie a adopté un nouveau modèle d'entreprise caractérisé par le lien entre les intérêts de l'état et les intérêts commerciaux et, en tant que puissance dominante en Europe orientale et en Asie centrale, elle exporte ce modèle à ses voisins. Ceux-ci l'ont adopté à divers degrés. Les investisseurs occidentaux intéressés à ces pays avoisinants doivent se rendre compte de ce qu'ils doivent affronter et s'y préparer adéquatement.
- Dans le contexte actuel, la Chine est nettement l'acteur dominant en Asie. Le boom économique et l'affirmation subséquente de sa puissance politique et diplomatique ont eu une incidence sur tout le continent et la structure de l'économie de l'Asie orientale a été profondément changée par l'ascension de la Chine. L'Inde, également un géant à la croissance rapide, a encore à atteindre la portée régionale et mondiale de la Chine, mais cet équilibre pourrait changer, étant donné que ces deux pays s'efforcent d'atteindre des sommets dans la chaîne de valeur. Les investisseurs doivent être conscients de cette dynamique et planifier leurs stratégies panasiatiques en conséquence.
- En Afrique subsaharienne, de nouvelles idéologies voient le jour à mesure que les gouvernements, frustrés des attentes non satisfaites des politiques économiques libérales, élaborent de nouvelles approches relativement à l'investissement étranger. Certains courtisent des investisseurs non occidentaux et concluent des affaires politiques concurrentes avec les gouvernements des pays d'accueil des entreprises. D'autres travaillent à la codification de la participation des entreprises nationales et des avantages des pays d'accueil. Ce dernier groupe de pays, dirigé par l'Afrique du Sud, doit éventuellement offrir des contextes plus souples pour les investisseurs occidentaux, bien que le processus de création de règlements sur l'« habilitation » soit susceptible d'être marqué de soubresauts.

Le mantra de l'évaluation des risques politiques demeure « Connaissez vos marchés ». L'ajout d'un palier régional aux paliers nationaux et mondiaux bien établis peut aider les investisseurs internationaux à approfondir leur connaissance des marchés et à améliorer les perspectives d'un rendement intéressant.